

Ordonnance

du 14 mai 2002

Entrée en vigueur :

14.05.2002

désignant, pour la durée de l'Expo.02, les régions touristiques selon la législation fédérale sur le travail

Le Conseil d'Etat du canton de Fribourg

Vu l'article 25 al. 2 de l'ordonnance 2 du 10 mai 2000 relative à la loi sur le travail (OLT 2);

Considérant :

L'autorité fédérale a décidé d'appliquer la réglementation propre aux régions touristiques dans les zones où les retombées de l'Expo.02 se feront sentir de manière marquée. Ainsi, les entreprises répondant aux besoins spécifiques des touristes pourront occuper leurs collaborateurs le dimanche sans avoir à requérir une autorisation spéciale.

Les cantons sont appelés à déterminer quelles sont les zones considérées, tout en veillant à assurer une coordination avec les règles régissant l'ouverture des commerces.

Les partenaires sociaux, réunis en séance le 22 avril 2002, sont convenus d'adopter une solution de compromis, concrétisée par les dispositions de la présente ordonnance.

Sur la proposition de la Direction de l'économie, des transports et de l'énergie,

Arrête :

Art. 1

Sont désignées en tant que stations touristiques, au sens de l'article 25 al. 2 OLT 2, les communes de Morat, Meyriez et Muntelier.

Art. 2

¹ Les entreprises situées en zone touristique et qui répondent aux besoins spécifiques des touristes ainsi que les travailleurs qu'elles affectent au service de la clientèle sont soumis à l'article 4 al. 2 OLT 2, pour tout le dimanche, de même qu'aux articles 8, 12 al. 1 et 14 al. 1 OLT 2.

² Les catégories de biens susceptibles d'être mis en vente sont mentionnées dans le tableau ci-dessous :

Catégorie I	Catégorie II	Catégorie III
<p>Les produits satisfaisant exclusivement ou principalement aux besoins des touristes, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> – produits du terroir – guides – artisanat local – broderie – souvenirs – cartes postales 	<p>Les produits satisfaisant aussi bien aux besoins des touristes qu'à ceux de la population locale, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> – nourriture – boisson – hygiène – produits de nettoyage – lunettes de soleil – films, cassettes – articles de sport, de loisirs ou de camping 	<p>Les produits satisfaisant principalement ou exclusivement aux besoins de la population locale, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> – vêtements – électroménager – mobilier – outillage – produits de jardinage

³ Un commerce est considéré comme une entreprise répondant aux besoins des touristes s'il met en vente des produits dont l'offre complète répond incontestablement aux besoins spécifiques des touristes (produits des catégories I et II).

⁴ Si tel n'est pas le cas, une requête doit être soumise à l'Inspection cantonale du travail (ICT), afin que celle-ci procède à une instruction préalable et rende une décision constatant ou non la vocation touristique prépondérante dudit commerce.

⁵ Le commerce qui met également en vente des produits de la catégorie III doit, lors des ouvertures dominicales, prendre les mesures d'aménagement idoines pour fermer l'accès de la clientèle aux rayons ou secteurs où sont ordinairement exposés lesdits produits.

Art. 3

L'ICT veille à l'application de la législation sur le travail et de la présente ordonnance.

Art. 4

Cette ordonnance entre en vigueur le 14 mai 2002 et cesse de déployer ses effets le 20 octobre 2002.

Le Président:

P. CORMINBŒUF

Le Chancelier:

R. AEBISCHER